

## Burkina Faso

# Trop d'incertitudes à Bagré

Témoignages de paysans de la région de Bagré confrontés aux projets de la Banque mondiale

La campagne « Tous trompés » de SOS Faim dénonce les financements du secteur agricole par la Banque mondiale (BM). SOS Faim s'inquiète notamment de la mise en place d'un projet soutenu par la BM à Bagré, au Burkina Faso. Nous avons décidé d'aller sur place afin de rencontrer les agriculteurs concernés.

**B**agré est une petite ville dans la région Centre-Est du Burkina Faso. À première vue, rien de différent par rapport à d'autres grosses bourgades du pays. Pourtant, des sommes colossales y sont investies depuis plusieurs années.

## Amidou voulait une terre supplémentaire

Amidou est responsable de l'approvisionnement au sein de l'Union des groupements des producteurs de riz de Bagré (UGPRB). Comme la plupart des producteurs membres de son Union, il est arrivé au début des années 2000 suite à un appel du gouvernement qui projetait d'aménager des terres pour les petits producteurs. Entre 2002 et 2009, 3380 hectares ont été aménagés. Amidou a reçu un hectare à l'époque. Depuis, sa famille s'est agrandie et il espérait, avec l'arrivée de Bagrépôle, pouvoir bénéficier d'une terre supplémentaire. Mais ça ne sera pas possible : « *Les producteurs pensaient que leur situation allait s'améliorer avec l'arrivée de Bagrépôle, mais ça n'est pas le cas. Le système n'est pas adapté aux petits producteurs. Il est fait pour les investisseurs, car tu dois donner de nombreuses garanties pour avoir accès à une terre supplémentaire, ce que nous n'avons pas.* »

Bagrépôle a en effet prévu d'octroyer les terres aménagées à des « agro-investisseurs ». Dans cette catégorie, ils reprennent les producteurs souhaitant cultiver sur une superficie de minimum 5 hectares. Suite à un avis à manifestation, 700 dossiers ont été reçus et 108 investisseurs sélectionnés. Ces 108 investisseurs occuperont 77% des terres aménagées et, dans ce lot, 6 investisseurs, dont 4 étrangers, se verront attribuer 62% des

terres ! En fait, la donne est claire et assumée : c'est un projet conçu pour ceux qui sont prêts à faire de l'agrobusiness, c'est-à-dire produire et vendre de grandes quantités et, pour cela, réaliser des investissements dans la zone.

Quand nous interpellons Étienne Kaboré, un des responsables du projet, il nous explique que 1773 petits producteurs vont également bénéficier de terres aménagées. Il s'agit des « PAP », les personnes affectées par le projet (principalement par les travaux du canal). Nous partons donc à leur rencontre.

## Adama, un agriculteur désœuvré

Assis à l'ombre d'un arbre, Adama, ancien habitant de Biré, un village englouti par l'aménagement en cours de 2583 hectares, se tourne les pouces. Il y a trois ans, Bagrépôle est venu le voir pour lui annoncer que sa famille allait devoir quitter le village. Comme 75 autres ménages, il a été réinstallé au village de Loaba il y a deux ans. Il a reçu un dédommagement pour sa maison perdue, qu'il a investi en grande partie dans la construction d'une nouvelle habitation. Le problème, c'est qu'à Loaba, il manque de terres pour cultiver alors qu'Adama était agriculteur : « *C'est ma cour juste en face. Lorsque vous regardez, est-ce que vous voyez un espace cultivable ? Là où nous sommes assis présentement, c'est une réserve pour de futures constructions. Les cultures que vous voyez là, ce sont des parcelles d'habitation de nos voisins qui n'ont pas encore construit. Lorsque toutes ces personnes vont construire, il n'y aura plus le moindre espace pour cultiver ici.* »

Bagrépôle a prévu d'indemniser tous les producteurs pour les pertes de leur récolte

« Bagrépôle nous accompagne mais ne va pas jusqu'au bout. »

Adama, ancien habitant de Biré.

## Bagrêpôle en quelques mots

Avant d'aller rencontrer des paysans, nous sollicitons d'abord des responsables du projet afin qu'ils nous réexpliquent dans les grandes lignes en quoi constitue le projet de Bagrêpôle. Paul Richard Dedoui, responsable de la communication, et Étienne Kaboré, directeur de la valorisation économique et responsable des personnes affectées par le projet, nous reçoivent dans leur bureau.

Le Projet Pôle de Croissance de Bagré (PPCB) ou Bagrêpôle est un projet lancé par le gouvernement burkinabè dont la mise en œuvre a été rendue possible par un financement de la Banque mondiale

de 115 millions de dollars US. L'objectif principal est d'accélérer le développement socio-économique de la région et de créer des emplois en prenant appui sur le développement agro-industriel. Étienne Kaboré précise: «*En termes d'objectifs quantitatifs, c'est de contribuer à créer 30 000 emplois permanents, de faire passer la production de 150 000 tonnes au moment du démarrage à 450 000 tonnes de productions céréalières.*

*C'est également d'attirer les investissements privés pour permettre la réalisation de services critiques. Les services critiques ce sont les services essentiels,*

*tels que la communication, l'électricité, la restauration, l'hébergement.»*

Pour ce faire, la réalisation majeure de Bagrêpôle est la construction d'un canal d'une vingtaine de kilomètres afin d'irriguer les terres cultivables. De cette façon, les producteurs pourront cultiver toute l'année puisqu'ils ne dépendront plus uniquement des pluies. En plus de participer au développement de la région et du pays, Bagrêpôle devrait permettre, par l'augmentation de la production agricole, d'assurer la sécurité alimentaire des Burkinabè. Le projet a prévu d'aménager près de 18 000 hectares de terres d'ici à décembre 2017.

« Tu es là depuis 40 ans, et tu n'as pas de terre pour cultiver. »

Le maire de Bagré.

durant la période d'aménagement. Wilendé, agropasteur réinstallé à Déma, reçoit, tout comme Adama, une indemnisation chaque année pour les cultures qu'il n'a pas pu réaliser sur ses anciennes terres. Mais cette compensation est insuffisante et de nombreuses familles éprouvent des difficultés à gérer la somme d'argent reçue en cash une fois par an alors qu'elles sont plutôt habituées à gérer leurs greniers pour tenir jusqu'aux récoltes suivantes. Wilendé nous explique: «*Nous avons été déplacés il y a deux ans déjà. Avant, on avait des champs où on cultivait le maïs, le mil. On n'achetait pas de vivres. Mais depuis deux ans, on n'a plus de champs pour cultiver et on est obligés d'acheter des vivres.»*

Face au manque de terres, Bagrêpôle encourage les paysans à diversifier leurs activités et offre à certains des formations de quelques jours. Adama a suivi une de ces formations il y a deux ans. Mais depuis, il n'a reçu aucune aide pour démarrer son activité: «*Bagrêpôle nous accompagne, mais ne va pas jusqu'au bout. Ils sont venus nous dire que ceux qui souhaitaient se former à des activités spécifiques pouvaient postuler. Avec d'autres personnes, nous avons demandé une formation sur l'élevage de la volaille locale. Ils sont venus nous former. Mais après il n'y a pas eu d'accompagnement. Bagrêpôle nous avait*

*promis une aide pour construire des poulaillers et aussi pour un fonds de roulement. Mais rien de tout cela n'a été fait depuis la formation.»*

### Promesses de professionnalisation ?

Cherchons un point positif: dans un an, tous ces paysans retrouveront leur terre et celle-ci sera aménagée. Leur production devrait donc augmenter considérablement comparé à ce qu'ils produisaient avant car ils devraient pouvoir réaliser une campagne supplémentaire ainsi que du maraîchage. Mais à nouveau, quelques bémols viennent affecter notre enthousiasme.

Premièrement, les travaux ont énormément de retard. Alors que le projet doit s'achever fin 2017, «*jusqu'à présent, Bagrêpôle n'a pas encore aménagé 1 m<sup>2</sup>*», explique Étienne Kaboré. Au vu de l'état d'avancement des travaux du canal, on se demande effectivement comment les 2582 hectares prévus autour

*Les investisseurs sélectionnés pour le projet « Bagrêpôle » sont plus intéressés par le rendement de leur argent que par celui des récoltes.*

Illustration © Carl Roosens.



vont être aménagés dans les temps. Selon Etienne Kaboré, l'argent est déjà difficile à trouver pour indemniser les PAP. Si les travaux se prolongent, les PAP vont-ils continuer à recevoir une indemnité?



Deuxièmement, Bagrépôle ne prévoit de concéder aux petits producteurs que le quart de la superficie qu'ils ont perdue. Selon les responsables du projet, le rendement de ces superficies réduites sera quatre fois supérieur une fois la terre aménagée. Donc, au final, si cela est vrai, leur terre leur permettra simplement de produire autant qu'avant et non de se lancer dans une augmentation conséquente de leur production et dans un processus de professionnalisation.



Troisièmement, aucune communication n'a été faite sur l'emplacement de la terre que les producteurs vont récupérer. À quelle distance de leur nouvelle habitation va-t-elle se trouver? Les éleveurs pourront-ils continuer à faire paître leurs troupeaux dans les alentours?

### Incertitudes

Ces trois jours de rencontre nous ont laissés dubitatifs. Le projet est loin d'être terminé et il est donc difficile de tirer des conclusions définitives, mais il nous paraît compliqué d'affirmer que Bagrépôle permet aux agriculteurs familiaux d'appréhender l'avenir de façon positive. Au-delà du fait que ce projet assumé «agrobusiness» ne leur est fondamentalement pas destiné – malgré certaines «mesures» mises en place que nous n'avons pas l'occasion d'aborder dans cet article –, les ambi-

tions avancées par les responsables du projet pourraient même leur porter préjudice.

Comme nous l'a expliqué le maire de Bagré, le coût de la vie a considérablement augmenté à Bagré depuis l'arrivée du projet PPCB. Pour les producteurs n'ayant plus de terres ou de trop petites surfaces et devenant ainsi de nouveaux acheteurs de denrées alimentaires, nourrir sa famille sera une mission de plus en plus difficile.

Autre souci actuel: l'écoulement du riz. L'accès au marché est difficile et les producteurs, quand leur riz ne pourrit pas par défaut d'acheteur, sont obligés de le vendre à un prix réduit, alors que le riz de Bagré est réputé pour sa qualité. Le problème s'est accentué au moment de notre visite car une importante unité de transformation de riz a été soudainement fermée. L'on est donc en droit de se demander comment cette situation sensible de l'accès au marché pour les petits producteurs va évoluer une fois que les gros investisseurs envahiront le marché local avec leur production massive.

Enfin, parmi les nombreuses autres incertitudes, celle liée à l'accès à la terre nous a fortement interpellés. Aucun des agriculteurs rencontrés ne bénéficie d'une sécurité foncière. Le gouvernement promet depuis des années des titres d'exploitation aux petits producteurs mais les démarches sont complexes et l'octroi des titres piétine. L'insécurité foncière est donc énorme. Et avec la volonté du gouvernement de continuer à développer Bagrépôle dans les années à venir, même après le financement de la Banque mondiale (la Banque africaine de développement a déjà assuré un financement complémentaire), le risque que leur terre soit accaparée pour être octroyée à de nouveaux investisseurs est réel.

Même si le projet PPCB ne se développait pas davantage, le maire de Bagré est pessimiste: «Bagrépôle, c'est un projet, et le projet va finir et laisser la population avec beaucoup de problèmes. Tu es là depuis 40 ans, tu as au moins 30, 20 enfants, tu n'as pas de terrain pour cultiver. Tu n'es pas un commerçant, ni éleveur, qu'est-ce que tu vas nourrir ces 30 personnes ou ces 20 personnes-là? Qu'est-ce que tu vas faire pour les nourrir?» ♦



Restera-t-il des terres pour les petits producteurs, leurs élevages et leurs troupeaux?

Illustration © Agathe Dananai.

Témoignages recueillis par Annabel Maisin et Marie Le Boniec